Bienne

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **66 (1978)**

Heft [12]

PDF erstellt am: **02.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-275403

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ser !) L'information sexuelle à l'école est insuffisante. La préparation à l'accouchement est payante et rare ; beaucoup de futures mères ne la suivent pas. Les contacts avec d'autres femmes, entre jeunes ne sont guère possibles. Beaucoup de femmes négligent les contrôles gynécologiques, faute d'information ou d'encouragement, etc.

Ce sont là quelques-uns des lacunes que devrait combler le CISC. **A.-M. S.**

Retravailler

A la suite d'un débat organisé à Moutier sur le thème « Retrouver un métier », plus de la moitié des participantes se sont inscrites afin de poursuivre la démarche. Il est apparu que rien n'existe dans le Jura au service du recyclage professionnel des femmes. Tout est à penser et à créer.

Un inventaire des choses à ne pas faire a été dressé : la principale étant l'attente béate de solutions servies sur plateau ! « Il n'est de solutions que collectives » devait dire une invitée de Corref. L'appui des offices d'orientation professionnelle et de l'Université populaire est acquis aux participantes. Si demande est faire, on verra ensemble comment y répondre.

Le débat aura eu le mérite de mettre certaines idées au net et notamment d'effacer certaines illusions. Une suite lui sera donnée, qui devra déboucher sur des solutions pratiques.

Bienne

Une initiative communale aboutit

A Bienne, une initiative revêtue de 3400 signatures a été déposée à la chancellerie communale pour la création d'un Centre d'information sexuelle et de consultation. Lancée le 23 mai, cette initiative a recueilli un surplus de 1100 signatures par rapport au nombre exigé.

Le comité pour la création d'un centre d'information et de consultation s'est créé à la suite de la campagne pour la solution des délais. A Bienne, les 75 % des votants s'étaient prononcés pour une libéralisation de l'avortement.

Afin d'éviter aux femmes de devoir recourir à l'avortement, le comité estime indispensable de développer les infrastructures sociales favorisant l'information et la prévention en matière sexuelle et contraceptive.

Les services du centre devraient être assurés par une équipe médicale comprenant au moins un(e) gynécologue, un(e) infirmier(e), un(e) psychologue et un(e) assistant(e) social(e).

Parmi ses tâches, nous relevons l'information sexuelle, la contraception, les contrôles gynécologiques préventifs et les traitements, l'information pré- et postnatale, les conseils lors de demandes d'interruption de grossesse et la prise en charge des démarches nécessaires.

Il est souhaité également que les usagers soient associés à l'organisation et à la gestion du centre, compte tenu qu'ils sont les mieux placés pour en parler. Aussi, la mise sur pied du centre et son fonctionnement devraient être assurés par un comité responsable formé paritairement de personnes désignées par la Municipalité d'une part et de personnes déléguées par le comité du centre d'autre part. Ces dernières fonctionneraient au début, puis elles seraient remplacées par les assemblées des usagers.

L'initiative demande au Conseil municipal de créer un centre d'information ouvert à la population de la région biennoise sans distinction d'âge ni de nationalité. Il n'aura aucun but lucratif étant financé par les pouvoirs publics.

Genève

Le compte à rebours a commencé

C'est celui de l'énergie. M. Thierry de Montbrial, jeune professeur d'économie à l'Ecole polytechnique de Paris, fondateur du centre « Analyses et Prévisions » au Ministère des Affaires Etrangères a développé ce thème le 2 novembre à l'Institut des hautes études internationales, sous l'égide du CEFRES.

Depuis 30 ans, le monde occidental s'est piégé dans le pétrole, qui représente 50 % de notre dépense énergétique. 1973 fut une crise pétrolière politique, au moment où les pays producteurs ont réalisé leur véritable puissance, à un moment où il y avait encore pléthore de pétrole.

Aujourd'hui, le pétrole abonde encore : à court terme, 3 ou 4 ans, nous n'en manquerons pas, mais dès les années 80 nous allons vers une crise grave, les ressources s'épuisent et toutes les conséquences désastreuses à prévoir, chômage, inflation, etc.

Il s'agit de prévoir des réserves d'énergie de substitution. Lesquelles, demande M. de Montbrial ? Le charbon ? « Effroyablement polluant », le gaz naturel ? Il pose des problèmes de transport. Les énergies douces, l'énergie solaire ? Elle ne pourra au mieux que représenter 5 % en l'an 2000 et restera une source marginale. Une seule solution dit le conférencier : « le monde ne peut se permettre de faire l'impasse sur le nucléaire sans s'exposer aux risques de crise majeure ».

Or, il est urgent de réfléchir et d'agir vite, pour ne pas se laisser dépasser par les événements, et si le problème nucléaire est le bouc émissaire, et le symbole d'un certain mode de vie technocratique que l'on se plairait à rejeter, il faut savoir évaluer lucidement une situation qui peut devenir tragique. Il y a bien entendu des inconvénients graves à l'énergie nucléaire : la sécurité des centrales atomiques qui n'est pas assurée et la prolifération d'armes atomiques à partir du déchet majeur, le plutonium.

Quelles sont les solutions à prévoir ? Tout d'abord, il est vital d'arriver à une concertation internationale basée sur des politiques nationales harmonieuses. Enfin, dit M. de Montbrial, « Je ne suis pas un défenseur inconditionnel du nucléaire, mais puisque la société continue à vouloir consommer autant d'énergie sans vouloir la réduire, il faut être cohérent. Le risque est grave lorsqu'on tarde à prendre ses responsabilités ».

Sous les auspices du CEFRES

M. Thierry de Montbrial était l'invité du CEFRES, le Centre Européen féminin de Recherche sur l'Evolution de la Société, à la suite de sa brillante communication au Club de Rome sur les problèmes de l'énergie.

Nous avons déjà parlé du CEFRES, fondé à Paris et Genève en 1977, dont le but original est d'inclure la réflexion et la culture proprement féminines dans le cadre de la recherche. Le CEFRES aura dès janvier 1979 un bureau à l'ILO et organisera en janvier également un colloque à Lisbonne sur le thème « Travail et emploi » sous l'égide de la CEE et de l'ILO.

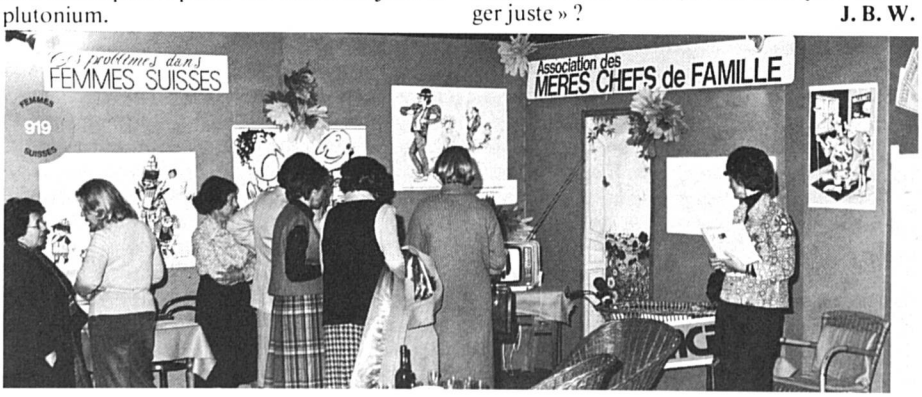
Mmes Françoise Latour da Veiga Pinto, Marie-Claire Blanchard et P. Bugnion ont présenté ce Centre à la presse en ces termes : « Pourquoi un Centre féminin de Recherches invite-t-il M. de Montbrial à parler de son rapport au Club de Rome ? Notre société va se trouver en face d'un problème de survie et il nous paraît important de faire appel au potentiel de réflexion féminine pour tenter de résoudre des questions vitales. » **B von der Weid**

Est-ce que les restaurants pour collectivités subventionnés par l'Etat servent une nourriture équilibrée ?

Telle est la question posée par Mme J. Schneider députée au Grand Conseil de Genève qui avait appris que dans plusieurs maisons de retraite, beaucoup trop de mets, accompagnés de sauces « relevées » etc.... sont servis plus pour faire plaisir que pour améliorer la santé.

Dans sa réponse le Conseil d'Etat signale que la formation des cuisiniers ne comprend pas un enseignement sur l'équilibre alimentaire, qu'il n'y a pas de diététiciennes ou de nutritionnistes qui contrôlent et conseillent les menus des institutions subventionnées à l'exception de l'hôpital cantonal !

Si tout le monde « mangeait juste » (comme le demande Simone Veil, ministre de la santé en France) il y aurait beaucoup moins de gens malades. Mais voilà ça veut dire quoi « manger juste » ? **J. B. W.**



Le stand « Femmes Suisses » au Salon des Arts Ménagers à Genève. Sur le poste TV l'émission d'Antenne est à Vous sur l'Alliance des Sociétés de Femmes Suisses est en cours.